



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 17/06/2025

Reçu en préfecture le 17/06/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250612-2025_40-DE



DÉLIBÉRATION

2025/40

COUT LAUREAT 2024

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 12 Juin 2025 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisme à BEUVRY, sous la présidence de Monsieur René HOCQ, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES (*a donné pouvoir à M. Jean-Pierre SANSEN*) – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER (*a donné pouvoir à M. Dominique DELATTRE*) – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES (*a donné pouvoir à Mme Nadine LEFEBVRE*) – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES (*a donné pouvoir à M. Marc BOUTROY*) – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ (*a donné pouvoir à Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE*) – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA (*a donné pouvoir à M. Jean-Luc FAY*) – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART (*a donné pouvoir à M. René HOCQ*) – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE (*a donné pouvoir à M. Nicolas PICHONNIER*) – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994 modifiée, modifiant certaines dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 modifiée, relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2009-1732 du 30 décembre 2009 modifié, fixant les modalités du transfert des missions et des ressources du Centre national de la fonction publique territoriale à certains centres de gestion en application de l'article 22-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié, relatif au recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 2020/11 du 10 mars 2020 relative aux conditions de récupération et le paiement des coûts lauréats facturés au Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

Vu la convention relative à l'organisation et au financement des concours et examens professionnels, et à la mise en œuvre du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hauts-de-France en date du 17 octobre 2023 ;

Monsieur le Président informe le Conseil d'Administration que, comme le précise l'article L 452-26 du Code général de la fonction publique, les Centres de Gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens professionnels propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés. Les collectivités et les établissements non affiliés remboursent aux Centres de Gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit.

Il rappelle qu'en l'absence d'une convention passée en application de cet article, les collectivités et établissements qui nomment un candidat inscrit sur une liste d'aptitude établie par un Centre de Gestion auquel ils ne se sont pas affiliés, lui remboursent, pour chaque candidat nommé, une somme égale aux frais d'organisation du concours ou de l'examen rapporté au nombre de candidats déclarés aptes par le jury. Cette somme est communément appelée « coût lauréat ».

La loi n° 94-1134 du 27 décembre 1994, puis la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 sont venues préciser et organiser le transfert de compétences des concours de catégories A et B (sauf A+) vers les Centres de Gestion. Ce transfert devant s'accompagner d'une compensation financière à hauteur des frais engagés, il est donc impossible de faire supporter aux collectivités et établissements le coût lauréat pour les concours et examens de catégories A et B. Ce principe a été confirmé par un arrêt du Tribunal administratif de Melun n° 0908690/6 en date du 07 juin 2012.

Cependant pour les concours et examens professionnels de la catégorie C et de la filière médico-sociale de catégories A et B ne relevant pas des dispositions précitées, il nous appartient de fixer pour chaque concours et examen professionnel le coût lauréat correspondant aux frais engagés par notre établissement. Il convient donc de les fixer comme suit :

CONCOURS ANNEE 2024	FRAIS D'ORGANISATION	NOMBRE DE LAUREATS	COUT LAUREAT
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	236 067.33 €	47	5 022.71 €
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	78 577.31 €	23	3 416.40 €

EXAMEN PROFESSIONNEL ANNEE 2024	FRAIS D'ORGANISATION	NOMBRE DE LAUREATS	COUT LAUREAT
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	86 489.93 €	108	800.83 €

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de fixer les coûts par lauréat des concours et examens professionnels pour l'année 2024, tel que proposé par son Président ;
- ♦ *AUTORISE* le Centre de Gestion à encaisser les recettes correspondantes

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BEUVRY, le 12 juin 2025

Le Président,

René HOCQ